



Rédaction-Administration :
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-G) Tél. 628
G. G. P. Joseph SAUTY Lille 558-22

n° 28

Le numéro 5 francs
Abonnement 60 francs

Décembre 1947

LE CHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

En refusant de s'associer à la grève politique la classe ouvrière a bien mérité du syndicalisme et de la démocratie

MANIFESTE

de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs

Aux travailleurs des mines de toutes catégories

Pendant plus de trois semaines la corporation minière a dû subir une grève dont le résultat principal a été d'apporter un peu plus de misère dans les foyers ouvriers.

Le moment a été bien choisi : c'est non seulement celui où l'industrie charbonnière reste la pièce maîtresse de l'économie du pays, c'est aussi celui où les besoins des populations sont les plus impérieux.

A elle seule, la grève des mineurs devait paralyser le pays, c'est pourquoi l'effort des agitateurs a été particulièrement violent pour arrêter tout travail dans l'ensemble des bassins.

Mais, la classe ouvrière consciente de sa dignité, n'a pas accepté que le syndicalisme serve de tremplin aux visées d'un parti politique.

On a tenté de faire croire que les mineurs avaient décidé démocratiquement de cesser le travail :

NOUS NOUS INSCRIVONS EN FAUX CONTRE UNE TELLE AFFIRMATION.

Nous le faisons au nom de la majorité des mineurs de toutes catégories.

Là où des votes secrets ont été organisés, un camouflet retentissant a été infligé à ceux qui voulaient entraîner les mineurs à l'aventure. Les travailleurs savent d'ailleurs que les votes à bulletin secret ont été sabotés systématiquement, parce que chaque fois le résultat ne laissait de doute pour personne.

Et malgré les insultes qui nous sont prodiguées, c'est avec fierté que la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs constate que dès le premier jour de la grève elle répondait au sentiment intime de la classe ouvrière des mines.

Nous resterons toujours aux côtés des ouvriers lorsqu'il s'agira de grèves justifiées pour des motifs professionnels bien fixés et lorsque tous les moyens de conciliation auront été épuisés, mais nous n'accepterons jamais de laisser entraîner la Classe ouvrière à la grève politique.

Les faits prouvent surabondamment que par suite de cette grève insensée nos foyers ont été privés de salaire pendant trois semaines, que le pays a été appauvri de plus de deux millions de tonnes de charbon et qu'elle aura peut-être pour conséquence de réduire au chômage un grand nombre d'entreprises. Ainsi, peut se résumer le bilan de cette grève contre laquelle la classe ouvrière s'est dressée.

Ainsi se justifie la position de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs dont la majorité des travailleurs des mines reconnaissent la courageuse clairvoyance.

Avec la classe ouvrière nous avons dit NON à la Dictature

Avec elle nous avons dit NON au Syndicalisme Politique

Avec elle nous avons dit OUI à la Liberté

Avec elle nous avons dit OUI au Syndicalisme Professionnel

Avec elle nous avons dit OUI à la démocratie

Avec elle nous avons dit OUI à la France

La terreur a pu être systématiquement organisée, les ordres de marouflage ont pu être donnés dans l'ensemble des bassins, cela n'a pas arrêté le sursaut de l'immense majorité des mineurs qui, malgré les légitimes revendications qu'ils avaient à faire valoir ont refusé de suivre les professionnels de l'agitation politique.

La Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs salue fraternellement tous les travailleurs, quels qu'ils soient, qui eurent à subir les vexations et les brutalités qui semèrent la terreur dans nos cités ouvrières.

A tous ceux qui aspirent au syndicalisme libre et indépendant de toutes attaches politiques, à tous les mineurs conscients de leurs responsabilités la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs en appelle pour qu'ils viennent dans les Syndicats de la C.F.T.C. se livrer à l'action engagée pour la libération totale de la classe ouvrière.

Elle en appelle à tous les éléments sains de la profession. Ils sont les plus nombreux, qu'ils viennent avec nous travailler hardiment à la libération du syndicalisme et du pays tout entier.

CAR L'ACTION CONTINUE...

Tout en poursuivant avec les mineurs la lutte pour la liberté, notre Fédération Nationale menait parallèlement une action énergique auprès du Gouvernement et dont voici les premiers résultats :

- 10 - Indemnité de vie chère uniforme (avec exonération des retenues fiscales).
- 20 - Augmentation des allocations familiales de 22 % - De nouvelles dispositions ne tarderont pas à être appliquées.
- 30 - Assurances formelles pour une action rapide et efficace sur les prix.

La C.F.T.C. proclame depuis la libération que seule la baisse du coût de la vie et une meilleure répartition du ravitaillement sont de nature à assurer un standard de vie pour les familles ouvrières. C'est là que doivent se porter tous nos efforts.

Avec la classe ouvrière, la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs mène le combat jusqu'à la victoire définitive. Elle le fera dans la dignité, dans la discipline qu'imposent les intérêts supérieurs du pays et pour cette action décisive le concours de nos organisations est assuré à tout Gouvernement quels que soient les hommes qui peuvent en faire partie.

Confiance travailleurs des mines ! Tous ensemble nous remporterons cette partie décisive.

Aux populations françaises

A l'occasion des récents événements qui se sont déroulés dans nos bassins houillers, l'opinion publique s'est émue des violences employées pour empêcher les mineurs de se rendre au travail.

L'opinion publique s'est émue du fait que des groupes de mineurs ont été utilisés pour assurer l'arrêt du travail dans les usines, dans les gares, et dans de nombreuses entreprises des régions minières. L'opinion publique s'est émue et elle a été tentée de juger sévèrement l'ensemble de la corporation minière.

Il ne faut pas que cela soit. La corporation minière ne peut être rendue responsable d'une situation et de faits contre lesquels elle s'est élevée avec une dignité exemplaire.

Les mineurs ont été les premiers à souffrir de tout ce qui a porté atteinte à la Réputation de la corporation minière et ils sont unanimes à condamner tous les faits répréhensibles.

Nous affirmons que les mineurs restent dignes de la confiance que le pays leur a toujours témoignée, ils restent dignes de la sympathie et de l'ardente affection de nos populations.

CAMARADES MINEURS.

Dès la reprise du travail vous avez encore une fois apporté la preuve de votre volonté de travailler au relèvement du pays, la production ne tardera pas à être de nouveau aussi élevée qu'avant la grève.

Aujourd'hui comme hier, la C.F.T.C. vous demande de travailler en toute dignité, conscients de nos droits et de nos devoirs communs.

Ce faisant, dans un coude à coude fraternel nous aiderons ardemment à la renaissance du pays et servirons efficacement les intérêts de la classe ouvrière.

Démasqués !

Cette fois, nos apprentis dictateurs sont bien démasqués, il n'y a plus place pour l'équivoque.

L'organisation syndicale majoritaire dans laquelle ils étaient parvenus à prendre tous les postes de commande a bien été mise au service du parti communiste dans le coup de force tenté contre la République.

La C.G.T. colonisée, domestiquée, asservie à des fins politiques, était devenue le suprême espoir d'un parti décidé à instaurer SA dictature. Telle est la réalité... Il était facile de deviner le « jeu » depuis longtemps !

Mais, pour le plus grand honneur de la classe ouvrière, pour son plus grand bonheur également, celle-ci n'a pas « marché » car la classe ouvrière française, dans son immense majorité, a flairé le piège et évité le guet-apens qui tentait de la rendre complice de l'agression.

Les observateurs déclarent qu'en Russie, au moment de la Révolution de 1917, en Allemagne au moment de la venue d'Hitler au pouvoir, le chaos économique et social, les moyens de désorganisation employés ressemblaient étrangement à ceux que nous venons de connaître. Cela est incontestable. Et chacun sait que le désordre, l'anarchie servent excellemment ceux qui n'attendent que de les exploiter à de telles fins.

Mais, comme ils doivent être maintenant fixés ceux qui crurent à la sincérité des appels à la production...

Comme ils doivent être maintenant fixés ceux qui crurent trop longtemps qu'il était possible de se débarrasser gratuitement d'un brenet de super-patriotisme et, en même temps, obéir aveuglément aux ordres d'une nation étrangère assoiffée de domination...

Toutes les déclarations, aussi solennelles qu'elles aient pu être, ne servaient qu'à masquer le sabotage systématique des institutions et cette « Renaissance Française » autour de laquelle se fit tant de bruits...

Il fallait produire, produire à tout prix, à n'importe quel prix... mais c'était au moment où des portefeuilles ministériels leur étant confiés, nos bons communistes s'assuraient, de l'intérieur du Gouvernement, la colonisation qui leur avait si bien réussi sur le plan syndical...

Mais, tout change le jour où ces portefeuilles échappent et c'est la lutte qui s'engage : la grève perdue d'abord, la grève générale ensuite. C'est le sabotage au grand jour, c'est l'attentat ingénieusement préparé contre la France démocratique.

Et pour y parvenir totalement, c'est de propos délibéré que l'on entraîne la classe ouvrière à l'aventure.

Mais, la preuve est faite que les travailleurs français savent observer et juger sainement.

Dans toutes les professions, la grande majorité des travailleurs s'est immédiatement dressée contre la grève politique, contre l'assassinat de la France.

Et, une fois de plus, nos camarades mineurs furent à la pointe du combat, ils sont restés dignes des luttes du passé. Les matraques sont entrées en jeu, les menaces contre les foyers de nos camarades ont été prodiguées sans limite...

La bataille a été longue, rude, pénible, mais la victoire de la classe ouvrière n'en est que plus éclatante et nous ne tarderons pas à en mesurer l'ampleur...

Malgré les salaires perdus, malgré la misère qui s'est installée dans nos foyers, malgré les deuils, la classe ouvrière peut être fière de la victoire qu'elle vient de remporter contre ceux qui comptaient sur sa passivité qui la rendrait complice de leurs noirs desseins...

Mais les travailleurs n'ont pas accepté de vivre sous la terreur de la botte communiste, pas plus qu'ils n'avaient accepté de vivre sous la botte hitlérienne...

La classe ouvrière reste Française...

Parce qu'elle sait vaincre dans chaque bataille où se joue le sort de la liberté...

NON... PAS ÇA !

Si la corporation minière n'est pas définitivement discréditée aux yeux de l'opinion publique, ce ne sera sans doute pas le fait de la poignée d'agitateurs qui ont tout fait pour y parvenir.

Débrayages dans les gares, coups de mains sur les usines de la région lilloise, etc., le tout monté en épingle par la presse régionale qui faisait largement état de ces incursions de ce qu'il était convenu d'appeler couramment les « groupes de mineurs ».

Et pour mieux discréditer, tout à la fois la corporation et les nationalisations, les autocars et camions des houillères furent largement utilisés pour le transport des troupes de choc. L'écoulement n'est pas minime pour la population qui fut témoin de l'activité des camions de la C. C. P. M. qui, aux lieux et place de ravitaillement, transportaient les groupes de matraqueurs.

C'est ainsi qu'une poignée d'agitateurs et une autre poignée d'excités contribuaient singulièrement à accréditer l'idée que le titre de Mineur correspondait à celui de gangster et de grévisteur professionnel.

Dans toutes les usines de la région minière, dans les gares, le courage des mineurs de la grève se limitait à agiter le « spectre » de l'arrivée des mineurs, mineurs étant synonyme de terreur et d'agitation sanglante.

Et bien non ! Nous n'accepterions pas ce discrédit, il n'est pas mérité par notre corporation qui, dès les premiers jours du conflit, s'est dressée dans son ensemble contre la grève que nous avions dénoncée comme une opération politique. Nul ne peut s'y tromper, les éléments sains de la corporation minière et ils sont l'immense majorité se sont dressés avec courage contre les entreprises de ceux qui avaient juré d'instaurer la terreur qui devait précéder l'instauration de la dictature.

Que ceux qui crurent à la débâcle de notre corporation pensent à ceux qui, chaque jour, se présentaient courageusement aux

portes des puits ou des ateliers pour y subir non seulement l'insulte mais aussi les matraquages en règle quand il ne s'agissait pas de la menace des revolvers qui leur étaient ostensiblement désignés.

Ce que ceux-là pensent aux attaques dirigées contre les foyers de nos camarades qui refusaient de se rendre aux piquets de grève alors que la « convocation » était remise accompagnée des menaces devenues monnaie courante.

Non, les mineurs ne méritent pas un tel jugement. Nous affirmons qu'au cours du douloureux conflit que nous venons de vivre aucune corporation n'a fait preuve de plus de courage et de plus de loyauté.

Oui, il est vrai que la classe ouvrière française vient de remporter une magnifique victoire.

La victoire de la raison sur la force brutale ;

La victoire du bon sens sur la demagogie ;

La victoire de la Liberté sur la Dictature.

Et cette victoire est, en grande partie, celle de la vaillante corporation des mineurs qui n'a pas accepté de voir ses revendications les plus légitimes servir de tremplin à une action politique dirigée contre la Nation et ses institutions.

Dans cette épineuse bataille, la C. F. T. C. et ses militants ont tenu une place de choix ; celle où les coups les plus rudes sont réservés. Nous pourrions faire état d'une liste étonnante de ceux de nos camarades qui furent victimes des exploits d'une minorité dont l'acharnement était d'autant plus violent qu'il devait compenser l'infériorité du nombre.

Ceci vaut pour l'ensemble des bassins houillers où nos camarades furent si vaillamment combattus. Nous n'en doutons pas, le pays et la classe ouvrière ne tarderont pas à leur en savoir gré.

Malgré les égarements, malgré les brutalités qui marquèrent cette grève dans tout le bassin, malgré tout ce qui put être fait à la dé-

Un document historique

Dès le premier jour de la grève des mineurs, la Commission Exécutive des Syndicats Libres des Mineurs et Employés des Mines dénonçait le caractère politique de la grève déclenchée dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Cette grève n'était que le prétexte à une action concertée qui devait entraîner VINGT-DEUX fédérations de métier affiliées à la C.G.T. pour finalement entraîner un arrêt total du travail jusqu'à la venue à l'asphyxie. La manœuvre a échoué.

En donnant le signal de la résistance, nos camarades mineurs ont galvanisé les énergies et sonné le rassemblement de tous les travailleurs qui entendaient résister à l'emprise de la politique sur le syndicalisme et assurer la pleine souveraineté de la Nation.

Par le document que nous publions ci-dessous, conformément à la position de la C.F.T.C., la Commission Exécutive du Nord-Pas-de-Calais se faisait l'interprète de la grande majorité des mineurs de toutes catégories sur la question des salaires.

De longue date, la C.F.T.C. et nos organisations minières ont réclamé avec force une action énergique sur les prix, seule action efficace et susceptible de maintenir et améliorer le pouvoir d'achat des masses laborieuses.

Et maintenant, l'action continue. C'est dans le même sens que porteront nos efforts.

L'octroi d'une indemnité de vie chère ne peut être qu'une solution provisoire ; elle doit permettre au gouvernement du pays : D'ARRÊTER UN PROGRAMME ; DE RASSEMBLER TOUTES LES ENERGIES POUR LE REALISER.

Les organisations syndicales Libres et Indépendantes, les militants soucieux des intérêts du pays et de la classe ouvrière ne ménageront aucun effort pour sortir enfin des difficultés dans lesquelles nous nous débattons depuis la libération.

Les organisations minières de la C.F.T.C. seront au premier rang de la bataille engagée pour une LIBERATION TOTALE DE LA CLASSE OUVRIERE.

COMMUNIQUE

du Syndicat Libre des Mineurs CFTC

La Commission Exécutive des Syndicats Libres des Mineurs et des Employés des Mines, réunie à Lens, le 17 Novembre 1947, a examiné la situation que crée dans le Bassin Minier, le déclenchement de grèves dans un certain nombre de puits.

La Commission Exécutive rappelle la position de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs sur les grands problèmes actuels des PRIX et SALAIRES, position affirmée catégoriquement par le Comité National de la C.F.T.C., les 8 et 9 Novembre 1947.

En présence de l'anarchie actuelle des prix et du ravitaillement, la C.F.T.C. déclare qu'une nouvelle augmentation générale des salaires, dans la situation présente, n'apporterait aucune satisfaction aux masses ouvrières qui exigent la baisse du coût de la vie.

Avec la C.F.T.C., la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs réclame, de toute urgence, la création d'un comité de salut public muni de pouvoirs exceptionnels pour assurer le ravitaillement des populations et la baisse des prix.

Mais, considérant que les mouvements de grèves déclenchés actuellement apparaissent uniquement inspirés par des mobiles politiques,

Considérant que le Syndicalisme doit rester strictement professionnel,

Considérant que toute action syndicale à caractère politique ne peut que nuire à la classe ouvrière dans sa lutte pour l'amélioration de ses conditions d'existence,

La Commission Exécutive, se référant aux décisions de la C.F.T.C., déclare que les Syndicats Libres des Mineurs et des Employés des Mines ne peuvent s'associer aux grèves actuellement en cours tant que tous les mobiles politiques n'auront pas été résolument écartés.

veur de la corporation minière, nous sommes plus fiers que jamais d'en être et de lui appartenir corps et âme.

Et vous, mineurs, où que vous vous trouviez, marchez la tête haute et la conscience tranquille, notre belle corporation n'a rien de commun avec ceux qui avaient oublié qu'avant tout vous étiez des FRANÇAIS.

Joseph SAUTY.

LE SENS d'un COMBAT

C'est à une heure particulièrement grave pour l'avenir de la classe ouvrière et partant de notre pays, que j'écris cet article.

Toutes les villes de France, tous les corps de métier sont plus ou moins touchés par des ordres de grève dont l'origine est loin d'être d'ordre exclusivement professionnel.

Certes, le « paravent revendicatif » n'a jamais été mieux utilisé !

Redirai-je encore l'état de misère et de lassitude des masses laborieuses, leur cruelle incertitude du lendemain, leur colère devant l'incompétence ou la mauvaise volonté des hommes en place ?

Je pense que c'est inutile !

Cela, tout le monde le ressent et en souffre profondément.

Ce que je veux dire, c'est mon mépris pour les hommes indignes qui, exploitant cet état de chose et, au besoin, l'entretenant, s'en servent comme d'un tremplin pour accéder au pouvoir.

Je redirai mon indignation envers les procédés de ces faux syndicalistes dont l'attitude est avant tout calquée sur celle des hommes dont la tendance politique correspond à la leur.

Tant pis si le peuple doit en souffrir, le PARTI avant tout !

Nous n'avons pas oublié, quant à nous, l'époque bénie où Monsieur Thorez, d'un seul discours, comme d'un coup de baguette magique, faisait monter en flèche la production charbonnière.

L'époque où Monsieur Lecœur déclarait que, dans la bataille du charbon, il n'y avait pas de problème humain, l'essentiel étant de gagner cette bataille.

L'époque où M. Croizat insultait à la radio les linotypistes parisiens qui avaient commis le crime de se mettre en grève.

Il est vrai qu'à ce moment ces messieurs étaient au pouvoir et que tous les espoirs leur étaient permis.

Avant perdu la partie sur le plan légal, sur le plan électoral, il restait encore la C.G.T. qui, savamment nouée, constituait une arme de premier ordre.

Et c'est le pourquoi de ces grèves, de ces désordres, de ces entraves à la liberté du travail (vieux thème réactionnaire), de ces insultes et même de ces violences envers ceux qui refusaient de s'aligner devant les ordres d'une soi-disant internationale, véritable P.C. d'un nationalisme étranger.

Que pensent de tout cela les vrais syndicalistes, les militants ouvriers authentiques qui, simplement, se sont mis au service de leurs camarades de travail, animés par le grand espoir de les libérer de la dictature de l'argent, de l'ambition ou de la Main ?

Qu'en pensent les vieux lutteurs qui, après avoir bataillé âprement contre un capitalisme inhumain, se font aujourd'hui traiter de « jaunes » parce qu'ils se dressent avec la même énergie face aux aspirants dictateurs ?

C'est au bon sens populaire, c'est à ce vieux peuple français profondément épris de liberté que je m'adresse. A ce peuple qui, de plus en plus, repousse la grève politique qu'on cherche à lui imposer, manifestant ainsi son désir de demeurer LIBRE, de ne pas devenir l'instrument d'un parti, quel qu'il soit.

On ne manquera pas de nous traiter de fascistes, réactionnaires, agents des trusts et autres slogans publicitaires plus dignes de mercantiles que de gens prétendant représenter la classe ouvrière.

C'est bon signe !

La violence et la stupidité même de ces attaques nous prouvent l'importance du grand combat pour la LIBERTE que nous avons entreprise.

Raison de plus pour continuer !

R. BESSEIGE,

Secrétaire du P.U.R. de mineurs du Centre-Est.

Voici en page 4

notre rubrique Echo-Revue de Spectator

La « main tendue » était armée d'une matraque

ou Monsieur DELFOSSE, Directeur-Général Adjoint des Houillères

du Nord et du Pas-de-Calais se fait ASSOMEUR DES OUVRIERS

L'épreuve de la grève aura été pénible pour le syndicalisme qui avait été asservi aux visées du parti communiste ; elle aura été pénible pour la Nation ; mais sur bien des points elle aura singulièrement contribué à montrer les hommes du parti communiste sous leur vrai visage, à les montrer TELS QU'ILS SONT !

Bien des équivoques disparaîtront et peu à peu les esprits les plus bornés se rendront à l'évidence.

Pendant la grève, les hommes de main du parti se sont révélés experts en l'art de matraquer les travailleurs qui refusaient de se plier aux tentatives de dictature et ils surent à merveille compenser leur infériorité numérique en exerçant les plus honteuses représailles.

Mais le plus bel exemple nous a été donné par « Monsieur » DELFOSSE en personne : il est vrai qu'un « personnage » doit se « distinguer ». Pour lui, la matraque est un objet trop vulgaire ; pour lui, c'est

un marteau saisi sur un établi de travail qui apparaît comme une arme plus efficace. Et c'est sur un ouvrier au travail qu'il entend s'exercer.

Bien sûr, dans la série des matraquages, le geste de Delfosse pourrait être classé parmi les faits divers qui ne méritent pas que l'on s'y arrête. Mais Delfosse n'a pas craint de descendre de quelques degrés dans l'ignominie.

Le 28 novembre, au Groupe d'Opérations, le geste de Delfosse pourrait être classé parmi les faits divers qui ne méritent pas que l'on s'y arrête. Mais Delfosse n'a pas craint de descendre de quelques degrés dans l'ignominie.

Le 28 novembre, au Groupe d'Opérations, le geste de Delfosse pourrait être classé parmi les faits divers qui ne méritent pas que l'on s'y arrête. Mais Delfosse n'a pas craint de descendre de quelques degrés dans l'ignominie.

valent.

Et Monsieur Delfosse devait « choisir » sa victime en la personne de notre camarade Georges ROLLET, militant de la C.F.T.C. Or, au titre de syndicaliste chrétien, Georges Rollet peut ajouter avec fierté celui d'avoir rendu un fier service à Léon Delfosse pendant la guerre. Engagé dans la résistance, apprenant que Delfosse est recherché par la Gestapo, Georges Rollet ne tarde pas une minute à en prévenir Léon Delfosse qui s'échappe. A l'époque, Delfosse fit cette déclaration à l'adresse de Georges Rollet : « JE NE L'OUBLIERAI JAMAIS ».

Mais si Georges Rollet est toujours le même homme que pendant les heures de la clandestinité, Léon Delfosse, lui, est maintenant l'homme du parti qui abattra son meilleur ami et le parti le lui commande. Pour lui, Georges Rollet n'est pas un adversaire, mais il est devenu un ennemi. Et il entend le traiter comme tel,

surtout qu'il semblait bien que l'heure avait sonné...

La République devait être définitivement étranglée, Monsieur Delfosse se croyait sans aucun doute assuré de l'impunité. Il devait se rendre compte de l'ignominie de son geste crapuleux, à quelle abjection il se livrait... mais l'ORDRE était venu et Delfosse n'était plus qu'un exécutant assommant des travailleurs se livrant à la besogne qui leur permet de vivre et de faire vivre le pays.

Camarades mineurs, voilà un exemple de ce dont peut se rendre capable un soi-disant directeur général adjoint qui se targue d'être un représentant authentiquement ouvrier.

Camarades mineurs, vous êtes juges.

Et que ceux qui s'étaient laissés prendre au mensonge de la main tendue soient définitivement éclairés et tirent les conclusions qui s'imposent.

Petits Echos de la Mine

ET D'AILLEURS

Quand on est riche !

On peut se permettre certaines libéralités.

Nous avons déjà dénoncé ici même, le fait que Monsieur HOYEZ, ex-employé du groupe de Béthune, inégalement rétribué de 2 ans, continuait de recevoir ses appointements des Houillères.

Nous affirmons que le 31 octobre dernier, les appointements de Monsieur Hoyez ont encore été payés par le Groupe de Béthune, ce qui est à proprement parler un scandale.

Qu'attend donc la direction de ce groupe pour y mettre fin ?

Nous espérons bien que ce rappel suffira. Et s'il en est autrement, la Direction Générale fera bien d'y mettre un terme en exigeant la décision qui s'impose.

Un nouveau parti !

Il y en a suffisamment, direz-vous ! Mais non, et aussi drôle que cela puisse vous paraître, il y a maintenant en France le parti des « techniciens » et c'est bien le plus dangereux comme vous pourriez en juger.

En voici un bien bon que je vous garantis comme authentique et qui fut entendue à Hénin-Liétard, le jour de Sainte-Barbe, après le discours du camarade Maurice Thorez.

Dans un café, un « majoritaire » et un « minoritaire » discutent haut et ferme.

Le minoritaire : Te n'as tout d'même pas nous dit qu'il est tout définitif l'ouvrage qu'a la C.G.T. à la décade la grève ?

Le majoritaire : Ben pour qui qu'cha s'rot ?

Le minoritaire : Pou' l'parti communiste ! Y l'fait assez vir', comme si cha n's'rot pas ! Il y a fait déboulonner les rails à Arras pou' provoquer eun' catastrophe...

Le majoritaire : Déboulonner les rails ! Bin sûr que non qu'ch'est pas li, ch'est les techniciens.

Le minoritaire : Les techniciens, s'as-tu s'm'lin ch' qu'ch'est qu'in technicien, comme te dis si bien ?

Le majoritaire : In technicien, ben, t'as ch' nouveau parti d'cheux qui font du sabotage !

Vive l'Uniforme !

Une ordonnance du Gouvernement soviétique vient de faire connaître que les ingénieurs et techniciens de l'industrie charbonnière et des mines porteront, désormais, des uniformes avec indication de leur rang hiérarchique.

Les journaux russes décrivent avec force détails les caractéristiques de ces attributs : épaulettes brodées d'étoiles et de lauriers, pattes d'épaules pour les étudiants des écoles des mines, etc., etc.

Et puis, tenez-vous bien, le titre de « Mineur Honoraire » sera décerné à tout ouvrier ayant travaillé au fond des mines pendant dix ans !

Moi, je pense qu'au temps où Auguste Leccœur était « Mineur du Charbon » il aurait bien été capable de nous sortir quelque chose du même goût...

Seulement, seulement, lui, Auguste !, il n'avait même pas droit au titre de « Mineur Honoraire ». Il est vrai qu'il pouvait toujours ramener l'ancienneté à quelques mois, ce qui lui aurait donné droit au diplôme.

A propos d'un cadeau

Malgré la grève, malgré l'interdiction pour les ingénieurs de pénétrer dans les fosses ou ateliers, il est tout de même possible d'entretenir les petits rapports d'amitié, et voici une petite histoire qui le prouve.

Aux Ateliers Centraux du Groupe IV, à Billy-Montigny, le délégué Roland Lefebvre a pensé qu'il serait agréable pour l'ingénieur de ces ateliers de recevoir un petit cadeau de Saint-Eloi. Il n'y a là rien que de très normal.

Mais, il a trouvé le « joint » pour en assurer la confection. C'est ainsi que pendant la grève, il a fait travailler un groupe d'ouvriers à la confection dudit cadeau, non pas dans les ateliers des Houillères, mais chez un particulier dont nous donnerons le nom si besoin est. Bien entendu, selon Monsieur Roland Lefebvre, les heures de travail seront payées par les Houillères.

Qu'en pense Monsieur le Directeur-Délégué du Groupe ?

Et qu'en pensent les travailleurs envers qui « Monsieur » Lefebvre se conduit en petit dictateur ?

Convocation du Bureau Central

Les Membres du Bureau Central, du Syndicat Libre des Mineurs sont instamment invités à assister à la Réunion du Bureau Central qui aura lieu le Dimanche 28 Décembre à la Centrale de Lens.

PRÉSENCE INDISPENSABLE

Un peu de dignité

Monsieur l'Inspecteur !

Monsieur Beaufort est « Inspecteur » (I) au groupe IV des Houillères et, à ce titre, il tient absolument à faire partie de la Commission Spéciale des Employés du Groupe... pour y « contrer » systématiquement l'action des représentants de la C.F.T.C.

Lors de la dernière réunion, c'est à un petit scandale que Monsieur Beaufort a jugé bon de se livrer. Nous l'avons vu arriver dans un état d'énervement peu recommandable pour la circonstance, état dû à un séjour prolongé devant les comptoirs de « ses » bistrotiers habituels...

Nous n'étions pas à la réunion de la dite Commission, mais des l'entrée de Monsieur Beaufort, le ton de la discussion monta singulièrement et nous apprîmes par la suite que des ingénieurs présents furent tout simplement scandalisés des propos tenus par Monsieur Beaufort, dont l'état d'ébriété était plus qu'évident.

Et dire que Monsieur Beaufort siège à cette Commission au titre de représentant de la Direction !

Il serait bon que désormais cette Direction choisisse des hommes d'une autre tenue, des hommes qui entendent contribuer à prendre des décisions s'inspirant de la seule Justice...

Et des hommes qui n'ont pas besoin de se saouler pour se donner une « contenance » !

Tout de même pas ça !

Le Docteur Schaffner a été élu Maire de Lens. Nous n'avons pas à le flatter, mais au cours de la campagne électorale, ses adversaires ont éprouvé le besoin de le calomnier en contestant la part qu'il prend depuis de longues années à la lutte contre les maladies pulmonaires et plus particulièrement contre la silicose.

Atteint de la radio-dérinite, le docteur Schaffner n'en continue pas moins son travail qu'il considère comme un véritable apostolat.

Pour avoir été à même, en de nombreuses circonstances, d'apprécier le dévouement et le désintéressement avec lequel il se penche sur le sort des plus déshérités, nous ne pouvons faire sans dire notre étonnement devant les procédés utilisés à son égard, par des adversaires sans scrupules...

Il n'est pas un seul exemple qu'un cours de sa carrière déjà longue, le docteur Schaffner ait été moins empressé à soigner nos camarades de travail que les privilégiés de la fortune.

Et c'est parce que nous savons cela, que nous considérons comme un devoir de l'assurer ici de notre vive sympathie.

Scandale !

De n'est pas toujours une référence que de reprendre les arguments utilisés au cours des campagnes électorales.

Dépendant, chacun sait qu'en telle période, les voitures des Calèsses de Secours sont largement utilisées pour les besoins de la propagande qu'il n'est pas nécessaire de désigner...

C'est ainsi qu'à Billy-Montigny fut décerné le fait qu'une voiture de la Calèsse de Secours fut refusée à une future maman qui devait se rendre à Lens pour y recevoir des soins opératoires. Motif : pénurie d'essence !

Mais, cette pénurie n'existe plus, lorsque pour assurer les besoins de la propagande électorale dans la région, une voiture de la même Calèsse de Secours est utilisée par le camarade Omar BERNARD, trésorier de la Calèsse de Secours, et Jean VILLE, secrétaire de la section syndicale O. G. T. ...

Des malades ça n'est pas intéressant ! Ça ne vaut même pas l'essence nécessaire à leur transport ! Mais la propagande électorale, ça alors, ça mérite d'être « soignée ».

Mâle ou femelle ?

Et terminons sur une note gaie. Dans le secteur d'Anzin, l'ordre de reprise du travail est venu comme partout jeter le désarroi dans les esprits de ceux qui croyaient dur comme fer à la lutte « jusqu'à complète satisfaction ».

Un camarade de ce secteur rencontre un militant passablement « vacciné » par la propagande du parti qui vient de conduire le conflit à la conclusion que chacun connaît.

Et notre camarade de poser l'habituelle question : « Alors, vieux, ça va, ou ? »

L'autre de répondre : « Qu'mint cha va, in n'ait même pu si tn est mâle ou femelle ! »

Chez les Employés des Mines...

Jeunes Administratifs... voici pour vous :

Le Syndicalisme doit intéresser tous ceux dont le travail est une nécessité vitale.

Il touche, peu ou beaucoup, tous les professionnels du plus petit au plus grand.

Il semble donc permis à un journal syndical d'ouvrir ses colonnes à un « Coin des Jeunes ».

Les jeunes ont-ils des problèmes bien à eux ? Ont-ils la possibilité d'en parler en connaissance de cause ?

Nous voudrions pouvoir le faire. Etant employé, vous ne pourrez de voir, en premier lieu, le cas de mes camarades de bureau.

Quelle est, actuellement, la situation qui leur est faite ?

Dans certains bureaux, le jeune employé sera d'abord le commissionnaire, celui qui va, par les couloirs obscurs de certains bureaux centraux, ramasser ou distribuer notes ou correspondances. C'est là le plus clair de son travail.

Ce sera le « moussu », celui auquel on donnera les travaux simples ou tout simplement... barbant, le chef de bureau hésitant, trop souvent, à confier des travaux à responsabilité ou quelque employé caduc cachant son travail comme une relique sacrée de peur de se voir, un jour, « dégonflé » par un jeune trop entreprenant.

Dans certains groupes, ce sera celui qui, pour répondre à une convocation au service militaire, abandonne un travail stable pour tomber à son retour dans une « Réserve du Personnel » où sont brassés employés de tous calibres pour une période indéfinie d'incohérence et d'instabilité.

En général, le jeune employé, c'est celui qui subit ces éventails de salaires où les augmentations sont les plus faibles (10-12-18 points) avec des occasions de monter plus rares, par rapport aux augmentations de coefficients des échelles supérieures (26-30-32 points) qui sont celles des employés déjà bien établis.

C'est aussi celui qui, à l'heure actuelle, sent venir la « Commission de la Guillotine », et il pressent qu'elle choiera moult fournées de sacrifiés parmi les jeunes.

Voilà, rapidement brossé, un tableau de la situation des jeunes administratifs.

Est-il exagéré ?... Je le voudrais bien.

Manque-t-il de détails ?... Notre journal corporatif me permettra d'en donner par la suite.

Mais dès maintenant, il apparaît que le syndicalisme n'est pas seulement affaire d'adultes ou de personnes haut placées, mais qu'il doit intéresser au plus haut point les jeunes.

Nous avons une situation à établir et à défendre, sachons nous unir en une Commission de Jeunes et nous lancer hardiment dans une bataille pour la défense des intérêts de tous les jeunes.

A. GODET.

Les Employés obtiennent satisfaction Administratifs

A la suite d'une série d'interventions de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs et Employés des Mines, les employés des Services Administratifs obtiennent la juste réparation de l'injustice commise à leur égard par l'arrêté du 7 octobre 1947.

Chacun sait que sauf pour l'échelle V les échelles de traitement des employés, techniciens et agents de maîtrise du jour étaient précédemment à parité. La convention collective de 1945 l'avait établie et le « Statut du Mineur » l'avait maintenue.

A la demande de la C.G.T., les administratifs avaient été « décrochés » et placés dans un état d'infériorité. L'action énergique de notre Fédération a redressé sérieusement la situation.

Nous obtenons la parité à l'échelle III et le rapprochement sensible des autres échelles.

Qu'on en juge :

Echelle 1 : Coefficient 120 plus indemnité exceptionnelle de 1,60 de l'heure.

Echelle 2 : Coefficient 135
» 3 : » 150
» 4 : » 170
» 5 : » 180
» 6 : » 200
» 7 : » 220
» 8 : » 240
» 9 : » 260

L'indemnité exceptionnelle est accordée également aux employés de moins de 23 ans, elle est calculée proportionnellement au traitement perçu.

Ces modifications prennent effet au 1^{er} juillet 1947.

Après l'octroi de la prime de régularité au taux de 10 % pour laquelle notre Fédération a lutté pendant plus de deux ans, voici que nous obtenons la juste réparation d'une injustice.

Nos camarades administratifs apprécieront l'action tenace et persévérante de la C.F.T.C. et en tireront, nous en sommes persuadés, toutes les conclusions qui s'imposent.

Et ils ne manqueront pas de constater qu'il est souvent plus efficace d'agir que de faire trop de bruits inutiles.

Louis DELABY.

Allocation chauffage et Indemnité logement

des Pensionnés et des Veuves d'Agents des Exploitations Minières et Assimilées

I. — ALLOCATION DE CHAUFFAGE

A) Les pensionnés et veuves déjà en possession de coupons d'allocation de chauffage ne doivent pas demander de nouveaux bons à la Caisse Autonome Nationale ; ils doivent, en effet, utiliser les coupons émis par la C.A.R.O.M. mais l'exercice qu'ils ont désormais avec l'année civile au lieu d'aller du 1^{er} septembre d'une année au 31 août de l'année suivante, ils recevront cette allocation pour 1947 en échange du coupon de l'année 1947-1948 et pour 1948, en échange du coupon 1948-1949.

Les prestations servies depuis le 1^{er} janvier en échange du coupon 1946-47 s'imputeront sur les prestations dues au titre de l'année 1947.

L'allocation de combustible sera perçue en nature auprès de l'exploitation la plus proche de la résidence du pensionné ou de la veuve et l'indemnité compensatrice en espèces auprès de la dernière exploitation où le pensionné ou le mari de la veuve a été occupé. En cas de disparition de cette exploitation l'indemnité compensatrice sera payée directement par la Caisse Autonome Nationale.

B) Les pensionnés et veuves qui ne sont pas en possession d'un coupon d'allocation chauffage, doivent présenter une demande de bon à la Caisse Autonome Nationale sur un imprimé spécial déposé dans les mairies, les sociétés de secours et les exploitations minières ou assimilées s'ils appartiennent aux catégories suivantes :

- Pensionnés de vieillesse ou d'invalidité générale ou professionnelle justifiant de 15 ans au moins de services dans les mines ;
- Veuves titulaires d'une pension de réversion pour 15 ans au moins de services ;
- Pensionnés pour accidents de travail ou maladies professionnelles avec un taux d'incapacité au moins égal à 50 % ;
- Veuves de ces pensionnés ou des agents dont le décès est consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

Ces bons sont réalisables en espèces auprès de la dernière exploitation où était occupé le pensionné ou le mari de la veuve.

En cas de disparition de cette exploitation, l'indemnité sera payée directement par la Caisse Autonome Nationale.

II. — INDEMNITE DE LOGEMENT

Tous les pensionnés mariés ou soutiens de famille ou les veuves des catégories visées au I^{er} (A et B) à l'exclusion des retraités proportionnels qui ont quitté la mine avant l'âge de la retraite et des veuves de ces retraités ou des agents ayant effectué moins de 30 ans de services qui ne sont pas décédés en activité de services à la mine, doivent, s'ils ne sont pas logés ou s'ils n'ont pas perçu l'indemnité de logement s'adresser munis de leur titre de pension à la dernière exploitation où eux-mêmes ou leur mari ont travaillé ; celle-ci servira éventuellement l'indemnité.

Les veuves d'ouvriers décédés en activité de services doivent également s'adresser à la dernière exploitation où leur mari était occupé.

Les exploitants devront faire parvenir à la Caisse Autonome Nationale une liste précisant les noms, prénoms, date de naissance et domicile des bénéficiaires de l'indemnité de logement ainsi que la série et le numéro de la prestation dont ils bénéficient de la part de la Caisse Autonome Nationale. Ces listes leur seront retournées accompagnées de bons de logement.

Les bons non employés pour une cause quelconque devront être renvoyés à la Caisse Autonome Nationale.

Impôt Général sur le Revenu

Nous sommes saisis journellement de réclamations de camarades qui, au reçu de leur avertissement d'imposition, constatent qu'ils n'ont pas bénéficié des dégrèvements auxquels ils peuvent prétendre en raison de leur situation de famille.

Par exemple : Marié au début de 1946, paie toujours comme célibataire.

Une jeune fille de dix-huit ans faisant partie d'une famille de neuf enfants paie séparément alors que son salaire aurait dû être inclus avec celui de son père pour former le revenu familial.

Toutes ces anomalies proviennent de ce que les intéressés n'ont sous-

crit aucune déclaration d'impôt au titre de 1946.

Nous attirons l'attention de nos camarades sur l'intérêt qu'il y a à ne pas négliger cette formalité, peut-être un peu compliquée, mais combien simple à côté des complications que le manque de déclaration amène quand il s'agit de déposer une réclamation.

Dès que vous serez en possession de la fiche récapitulative de vos salaires pour l'année 1947, ne manquez pas, si vous avez des hésitations au moment d'établir votre déclaration, de venir nous demander conseil. Et n'oubliez surtout pas que cette déclaration doit être souscrite avant le 28 février 1948.

L'UNION DU NORD DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MINIERES DU BASSIN DU NORD-PAS-DE-CALAIS

nous communique le

Rectificatif au Barème des Indemnités Journalières

valable à compter du 1^{er} Novembre 1947

BENEFICIAIRES	Maladie ou Maternité	Après 6 mois de chômage	Réduction en cas d'hospitalisation (Art. 105 du Décret du 27-11-46)					
			Célibataire Veuf sans enfant	Marié sans enfant Veuf avec 1 enfant Soutien de famille avec 1 membre à charge		Marié avec 1 enfant Veuf avec 2 enfants Soutien de famille avec 2 membres à charge		
				Réduction 2/5		Réduction 1/5		Pas de réduction.
				Avant 6 mois de chômage	Après 6 mois de chômage	Avant 6 mois de chômage	Après 6 mois de chômage	
Affiliés de moins de 16 ans	81	107	54	64	72	85		
Affiliés de plus de 15 et moins de 16 ans ..	105	123	68	74	84	96		
Affiliés de plus de 16 et moins de 17 ans ..	122	148	78	86	97	114		
Affiliés de plus de 17 et moins de 18 ans ..	160	177	90	106	120	141		
Affiliés de plus de 18 ans	170	200	102	120	136	160		

Nota. — Ces indemnités sont dues à partir du 4^e jour qui suit l'arrêt de travail.

Pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière
Pas de hausse générale des salaires il faut casser les prix

Vive la liberté !

Paris le 10 novembre 1947.